

Royaume du Maroc  
Conseil National des Droits de l'Homme

*Département Information et Communication*

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

## LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

**25 Janvier 2011**  
**25 يناير 2011**

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان ينظم ورشة عمل حول ملاحظة الانتخابات

ينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان،  
يومه الأربعاء، ورشة عمل تخصص لتبادل  
وتقاسم التجارب والخبرات حول ملاحظة  
الانتخابات.

وأوضح بلاغ للمجلس، أن هذا  
اللقاء، الذي سيعرف مشاركة حوالي 15  
منظمة غير حكومية شاركت في ملاحظة  
الانتخابات التشريعية التي تم تنظيمها في  
25 نونبر 2011، يهدف إلى تقييم التجربة  
التي تم اكتسابها خلال الانتخابات وتبادل  
الخبرات التي تحققت منذ 2002 في مجال  
الملاحظة.

وأضاف البلاغ أن هذه الورشة تنظم  
على ضوء الطابع المؤسسي الذي صارت  
تكتسبه عملية ملاحظة الانتخابات بموجب  
القانون 30.11 المحدد لشروط وكيفية  
الملاحظة المستقلة والمحايمة للانتخابات.

وستتمحور أشغال هذه الورشة حول  
ثلاثة مجالات رئيسية، تشمل الإطار  
القانوني وعملية الاعتماد، الأساليب  
المنهجية وتقنيات الملاحظة واستراتيجيات  
تعزيز قدرات الملاحظين.

وأشار البلاغ إلى أن المجلس الوطني  
لحقوق الإنسان يعتبر أن فترة ما بعد  
الانتخابات تمثل اللحظة المناسبة لإجراء  
عمل مشترك يتم فيه التفكير، من جهة، في  
تقييم وترصيد الخبرات المكتسبة، ومن جهة  
أخرى، العمل على اتخاذ التدابير المناسبة  
لتحسين الظروف والشروط القانونية  
والعملية لإجراء ملاحظة الانتخابات.

## **CNDH à Rabat Partage des expériences autour de l'observation des élections**

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) organise, mercredi à Rabat, un atelier d'échange et de partage des expériences autour de l'observation des élections du 25 novembre 2011.

L'objectif de cet atelier, qui sera marqué par la participation d'une quinzaine d'ONGs ayant participé à l'observation de ces élections, est d'évaluer le savoir-faire acquis au fil des échéances électorales et de partager les expériences capitalisées depuis 2002 en matière d'observation des élections, indique le CNDH mardi dans un communiqué.

Cette initiative intervient à la lumière de l'institutionnalisation de l'observation des élections par la loi 30.11 fixant les conditions et les modalités de l'observation indépendante et neutre des élections,

selon la même source. Les travaux de cet atelier s'articuleront autour de trois axes, à savoir le cadre juridique et le processus d'accréditation, les approches méthodologiques et les techniques d'observation et les stratégies de renforcement des capacités des observateurs.

Dans ce communiqué, le CNDH considère que la période postélectorale, avec ses particularités et ses enseignements, constitue le moment opportun pour mener un travail commun de relecture et de réflexion orienté, d'une part, vers l'évaluation et la capitalisation des expériences acquises et, d'autre part, vers la préconisation des mesures visant l'amélioration du cadre juridique et des conditions pratiques du déroulement de missions de l'observation électorale.

### ***Installation de la commission régionale des droits de l'Homme de Drâa-Tafilalt***

Les membres de la commission des droits de l'Homme pour la région de Drâa-Tafilalt, chargée de la mise en Œuvre du programme du conseil national des droits de l'Homme (CNDH), ont été installés lundi dans leurs fonctions.

La création de commissions régionales des droits de l'Homme vise à enrichir l'expérience du CNDH à travers des actions concrètes et à développer une politique de proximité vouée à la protection et la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, a indiqué le président du conseil Driss Yazami.

Ces conseils permettent notamment aux citoyens ayant subi un préjudice de faire valoir leurs droits, a-t-il ajouté.

De son côté, la présidente de la commission régionale des droits de l'Homme de la région de Drâa Tafilalt, Mme Fatima Arrache a mis en évidence l'approche participative adoptée pour le choix des membres de cette instance, notamment parmi les femmes, soulignant que celle-ci est appelée à s'ouvrir sur les autorités et la société civile.

La commission est composée du délégué régional de l'institution du médiateur, de représentants du corps de la magistrature, d'avocats, de médecins, d'oulémas, de journalistes professionnels et d'ONG.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du président du CNDH, Driss Yazami, du gouverneur de la province de Ouarzazate et de plusieurs acteurs de la société civile.



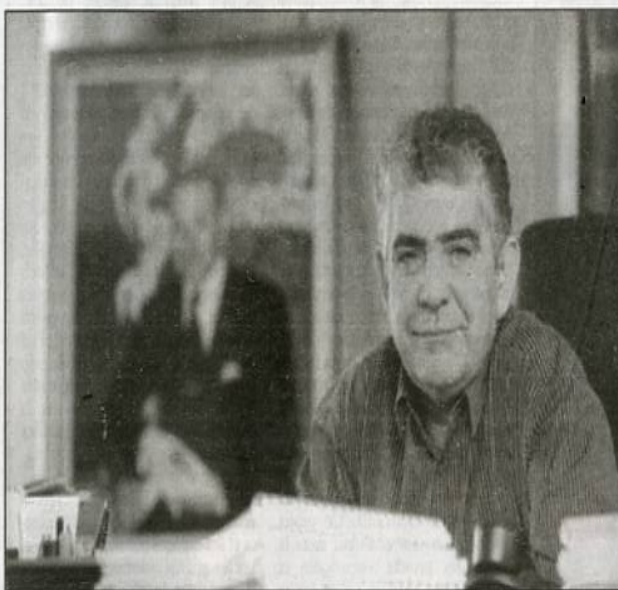
## Droits de l'Homme

# Installation de la Commission régionale d'Errachidia-Ouarzazate

*Le président du Conseil national des droits de l'Homme, Driss El Yazami, a présidé, lundi à Ouarzazate, la cérémonie d'installation des membres de la commission régionale des droits de l'Homme d'Errachidia-Ouarzazate.*

La rencontre à laquelle a assisté le gouverneur de la province d'Ouarzazate a été une occasion pour annoncer la composition de la commission et d'installer ses membres. La cérémonie a été également marquée par la présentation d'un exposé sur les missions et les prérogatives des commissions régionales des droits de l'Homme telles que prévues dans le dahir portant création du Conseil. « Vous n'êtes pas sans savoir que cette extension sur le plan régional, à travers des commissions régionales permettront de faire de la protection et la promotion des droits humains un exercice de proximité assuré par des défenseurs qui sont en perpétuel contact avec la réalité », a indiqué Driss El Yazami.

La commission régionale Drâa-Tafilalet se compose de 25 membres, issus des provinces de Zagora, Ouarzazate, Tinghir et Errachidia. Soulignons que ces commissions assurent, conformément à l'article 28 dudit dahir, les missions de suivi et de contrôle de la situation des droits de l'Homme au niveau régional et reçoivent les plaintes relatives aux allégations de violations des droits de l'Homme. Elles assurent également, en vertu du même dahir, la mise en œuvre des programmes et des projets du CNDH en matière de promotion des droits de l'Homme, et ce, en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés au niveau de la région (art 30). Outre son président et le



représentant régional de l'institution du Médiateur, chaque commission régionale des droits de l'Homme est composée de membres proposés par les corps

représentatifs régionaux des magistrats, des avocats, des médecins, des oulémas et des journalistes professionnels et des représentants des associations et des observatoires régionaux des droits de l'Homme, et des personnalités actives dans le domaine de la protection et la promotion des droits de l'Homme, que ce soit les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, environnementaux ou les droits de la femme, de l'enfant et des personnes en situation de handicap et des consommateurs. Les membres des commissions sont nommés par le Conseil, sur proposition de son président, et ce, au vu des candidatures que le président de la commission régionale lui soumet.

A-A

## Installation de la Commission régionale des droits de l'Homme de Drâa-Tafilalt

Les membres de la Commission des droits de l'Homme pour la région de Drâa-Tafilalt, chargée de la mise en œuvre du programme du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), ont été installés lundi dans leurs fonctions.

La création de commissions régionales des droits de l'Homme vise à enrichir l'expérience du CNDH à travers des actions concrètes et à développer une politique de proximité vouée à la protection et la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, a indiqué le président du conseil Driss El Yazami.

Ces conseils permettent notamment aux citoyens, ayant subi un préjudice, de faire valoir leurs droits, a-t-il ajouté.

## **Installation de la Commission régionale à Agadir**

Le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Essabbar, a présidé, lundi dernier à Agadir, la cérémonie d'installation des membres de la Commission des droits de l'Homme pour la région d'Agadir. Mohamed Essabbar a passé en revue les missions et les prérogatives dévolues à la Commission dont la mise en place intervient, a-t-il dit, dans le cadre du parachèvement des instances régionales du CNDH en vue de mieux accompagner et consolider les réformes importantes engagées par le Maroc dans le sillage de la consécration de la démocratie et de l'État de droits. Il a mis l'accent, en particulier, sur l'importance des dispositions contenues dans la nouvelle Constitution et le rôle que le CNDH est appelé à jouer pour mieux ancrer la culture et la pratique des droits de l'Homme. Le président de la Commission du CNDH pour la région d'Agadir, Mohamed Charef, a précisé, de son côté, que cette instance est appelée à s'acquitter des missions de suivi et de contrôle de la situation des droits de l'Homme au niveau régional et de recevoir les plaintes relatives aux allégations de violations de ces droits.

## Installation de la commission régionale de Drâa-Tafilalet

■ Les membres de la commission des droits de l'Homme pour la région de Drâa-Tafilalet, chargée de la mise en œuvre du programme du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), ont été installés, lundi, dans leurs fonctions. La création de commissions régionales des droits de l'Homme vise à enrichir l'expérience du CNDH à travers des actions concrètes et à développer une politique de proximité vouée à la protection et la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, a indiqué le président du conseil Driss Yazami. Ces conseils permettent notamment aux citoyens ayant subi un préjudice de faire valoir leurs droits, a-t-il ajouté. De son côté, la présidente de la commission régionale des droits de l'Homme de la région de Drâa-Tafilalet, Fatima Arrache, a mis en évidence l'approche participative adoptée pour le choix des membres de cette instance, notamment parmi les femmes, soulignant que celle-ci est appelée à s'ouvrir sur les autorités et la société civile. La commission est composée du délégué régional de l'institution du médiateur, de représentants du corps de la magistrature, d'avocats, de médecins, d'oulémas, de journalistes professionnels et d'ONG. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du président du CNDH, Driss Yazami, du gouverneur de la province de Quarzazate et de plusieurs acteurs de la société civile.



## تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لأكادير

تم الإثنين بأكادير، تنصيب أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لأكادير.

واستعرض الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، محمد الصبار، في كلمة خلال ترؤسه حفل التنصيب، المهام والاختصاصات الموكلة لهذه اللجنة، التي يأتي تنصيبها في إطار استكمال الهيئات الجهوية للمجلس، من أجل مواكبة وتعزيز الإصلاحات التي انخرط فيها المغرب لتكريس الديمقراطية ودولة القانون.

وشدد الصبار، على الخصوص، على أهمية التدابير التي يتضمنها الدستور الجديد والدور الذي يتعين أن يضطلع به المجلس لترسيخ ثقافة وممارسة حقوق الإنسان.

من جهته، أكد رئيس لجنة المجلس لجهة أكادير، محمد شريف، أن هذه الهيئة مدعوة للاضطلاع بمهام التتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان على المستوى الجهوي، وتلقي الشكايات المتعلقة بانتهاك حقوق الإنسان.

وأضاف أنه سيكون من مهام اللجنة أيضا تطبيق برامج ومشاريع المجلس في مجال تعزيز حقوق الإنسان، وذلك ضمن تعاون موسع مع الفاعلين المعنيين على مستوى الجهة.

وأبرز شريف أنه يوجد من مجموع أعضاء اللجنة البالغ عددهم 25 عضوا، سبعة شباب و12 امرأة.

وعلاوة على الرئيس والممثلين الجهويين لمؤسسة الوسيط، فإن كل لجنة جهوية لحقوق الإنسان تتشكل من أعضاء تقترحهم الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين المهنيين وممثلي الجمعيات والملاحظين الجهويين لحقوق الإنسان وشخصيات تنشط بمجال حماية وتعزيز هذه الحقوق، سواء تعلق الأمر بالحقوق السياسية أو المدنية أو الاقتصادية أو الاجتماعية أو الثقافية أو البيئية أو حقوق المرأة والطفل والأشخاص المعاقين أو المستهلكين.

## Le CNDH installe ses commissions régionales d'Agadir et de Ouarzazate

Pas de répit pour le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, et son secrétaire général, Mohamed Essabbar. L'installation des commissions régionales est sur pied d'œuvre. Le premier s'est rendu à Ouarzazate où il a installé la commission régionale de Drâa-Tafilalet (Ouarzazate, Errachidia, Tinghir et Zagora), le second a pris la direction d'Agadir où il a présidé la cérémonie d'installation de la commission régionale d'Agadir (Agadir, Taroudant, Tiznit, Aït Melloul...) à la Chambre d'industrie, du commerce et des services. Il s'agit de la deuxième expérience internationale, après celle du Mexique. La Convention de Paris en la matière stipule la mise en place certes d'antennes de ce genre d'institutions nationales, le CNDH est allé plus loin, en dépassant ce type d'organisation en mettant en place des commissions régionales qui ont toutes les prérogatives et attributions du Conseil au niveau central.

En plus d'annoncer la composition de la commission et d'installer ses membres, cette rencontre sera marquée par la présentation d'un exposé sur les missions et les prérogatives des commissions régionales des droits de l'Homme telles que prévues dans le Dahir portant création du Conseil. Ces commissions assurent, conformément à l'article 28 dudit Dahir, les missions de suivi et de contrôle de la situation des droits de l'Homme au niveau régional et reçoivent les plaintes relatives aux allégations de violations des droits de l'Homme. Elles assurent également, en vertu du même Dahir, la mise en œuvre des programmes et des projets du CNDH en matière de promotion des droits de l'Homme, et ce en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés au niveau de la région (art 30).

Outre son président et le représentant régional de l'institution du Médiateur, chaque commission régionale des droits de l'Homme est composée de membres proposés par les corps représentatifs régionaux des magistrats, des avocats, des médecins, des oulémas, des journalistes professionnels et des représentants des associations et des observatoires régionaux des droits de l'Homme, ainsi que des acteurs de la protection et la promotion des droits de l'Homme, que ce soit les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, environnementaux ou les droits de la femme, de l'enfant et des personnes en situation de handicap et des consommateurs.

Les membres des commissions sont nommés par le Conseil, sur proposition de son président, et ce sur la base des candidatures que lui soumet le président de la commission régionale.

## محمد الصبار يشرف على تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بأكادير

وذلك من أجل البناء الديمقراطي، وتقريب اللجنة من الضحايا وضمان حقهم في الولوج إلى حقوق الإنسان عن قرب وتيسير سبل الاتصال بين المتضررين وهذه اللجنة الجهوية، فضلا عن إشراك الفعاليات المحلية لضمان مشاركة أوسع للقاعدين المحليين.

هذا وتتكون اللجنة الجهوية من الأسماء التالية: خالد سحنون، فتيحة كزار، التيجاني الحمزاوي، السعدية الباشي، الحسن الركالي، فدوى الرجواني، زينب الخياطي، عبدالكريم مدون، سلوى بنكيران، إدريس ملومي، لطيفة اليعقوبي، فاطمة اسينا، الحسين جمال، محمد جاجا، رضية الماض، علي اقديم، فاطمة إزوران، عبد الرحمان أمسدر، حسنية بلكاسمي، خالد العيوض، ليلى الرهوني، الشير بن أحمد.

كما اضيف إليها الأستاذ الحسين بوقم عن جمعية هيئة المحامين بأكادير، والحبیب الحريس عن النقابة الوطنية للصحافة وغيرها من الأسماء المعلن عنها في هذه اللجنة الجهوية في انتظار أن تضاف إليها أسماء تمثل الودادية الحسنية للقضاة ونقابة الأطباء ومجلس العلماء .

### عبد اللطيف الكامل

اشرف أول أمس الاثنين 23 يناير 2012 محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان بمدينة أكادير، على تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، وذلك في حفل حضرته الفعاليات الحقوقية والجمعوية والحزبية والقضائية والنقابية والثقافية والإعلامية، ومختلف التيارات السياسية والفكرية بسوس ماسة وطاطا.

وأوضح الصبار في كلمة القاها بالمتاسبة أن المغرب يعتبر الدولة 27 عالميا والثانية متوسطيا التي لها خارطة طريق وخطة عمل في مجال ترسيخ حقوق الإنسان وتدعيم أسس الديمقراطية وتمنيها وتحسينها من كل الإنزلاقات والانحرافات.

وبخصوص هدف هذه اللجنة الجهوية ومهام اشتغالها، قال الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أن المجلس الوطني قرر تأسيس 3 لجنة جهوية بمختلف جهات المملكة، تم إلى حد الآن تأسيس 10 لجان منها في انتظار استعمال الباقي في الأيام القادمة.

## د.شارف رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الانسان لجهة أكادير، يرسم معالم خارطة طريق اللجنة

• 2012/01/24 | 26:15

عين كما هو معلوم الدكتور محمد شارف رئيسا للجنة الجهوية لحقوق الانسان لجهة أكادير، أمس الاثنين بحضور الأمين العام للمجلس محمد الصبار.

وقد القى د. شارف كلمة بالمناسبة تعيد اكادير24 نشرها تعميما للفائدة بحكم ما ورد فيها من اشارات يمكن اعتبارها خارطة طريق عمل هذه اللجنة، وفيما يلي النص الكامل لهذه الكلمة:

أيتها السيدات الفضليات والسادة الأفاضل...

يسعدني اليوم أن أرحب بكم في افتتاح حفل تنصيب اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان متمنيا لها النجاح. واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة أكادير هي إحدى اللجان الثلاث عشرة المحدثة طبقا للمادة 28 من الظهير الشريف لفاتح مارس 2011 الخاص بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان. و تأتي نشأتها هذه في سياق التحولات الجذرية والإصلاحات الجوهرية للدستور والأوراش الكبرى التي تعرفها بلادنا توطيدا لحقوق الإنسان والبناء الديمقراطي ودعم وتكريس الجهوية المتقدمة وتفعيل آلياتها.

واللجنة الجهوية هي تجسيد للحضور المعنوي والفكري للمجلس الوطني لحقوق الإنسان وامتداد له على المستوى المحلي والجهوي حرصاً منه لتفعيل سياسة القرب من المواطنين و المواطانات وممارسة الشراكة والمشاركة والحوار المفتوح والمسئول مع مختلف الفاعلين من قطاعات حكومية ومجتمع مدني وخبراء من الجامعة وغيرها و تكريس اللامركزية و اللاتمركز في مجال النهوض بحقوق الإنسان و تعزيز البعد المحلي و الجهود في هذا المجال.

**حضرات السيدات والسادة،** بدون جرد جميع اختصاصات اللجنة الجهوية ، نشير إلى أن من بين مهامها تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان على المستوى المحلي والجهوي، تلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان . تنفيذ برامج المجلس .و مشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان . الإسهام في تيسير و تشجيع إحداث مرصد جهوية لحقوق الإنسان كما تختص بالنهوض بحقوق الإنسان و حمايتها وكذا إثراء الفكر والحوار حول الديمقراطية و حقوق الإنسان ببلادنا مع كل المعنيين بذلك .

**حضرات السيدات والسادة،** مهما كانت دقة عملية اختيار أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان ونجاعة المعايير المتبعة في هذا الصدد، فالنقد يبقى واردا والرغبة في إرضاء أكبر عدد ممكن مستحيلة، والعدد الإجمالي ضئيلاً و مختزلاً، رغم أن تركيبها التعددية روعي فيها اختيار نساء ورجال مرموقين، مشهود لهم بنزاهة أخلاقهم وتحليهم بالتجرد وسعة ثقافتهم و غزارة عطائهم ومساهماتهم الجريئة في سبيل حقوق الإنسان والتشبيث المخلص للنهوض بها والعمل على حمايتها. إضافة إلى قدرتهم ووعيمهم على جعلها فرق كل الاختلافات السياسية والإيديولوجية والثقافية والمنهجية خدمة لكرامة المواطنين و المواطانات، والدفاع عن الحق في التنمية المستدامة بمعناها الشمولي وفق مقاربة حقوقية، وتحقيق العدالة بمفهومها الشامل: القضائي والاقتصادي والثقافي والبيئي.

أما فيما يتعلق باختيار اللجنة:

- تمت مراعاة التوزيع الجغرافي ضمانا لتمثيلية كل الأقاليم و العمالات .

- الأخذ بعين الاعتبار معيار الكثافة السكانية لجهة اكادير

- اختيار الأعضاء من الشخصيات المهمة بمختلف أجيال وفئات حقوق الإنسان المدنية و السياسية والاقتصادية و الاجتماعية و الثقافية و البيئية.

- التنوع في مجال التخصصات السوسيو- مهنية.

- الانفتاح على مختلف المشارب الفكرية المتدخلة في مجال حقوق الإنسان

- تمثيلية الفاعلين والفاعلات في مجال الحقوق الفئوية: المرأة – الطفل – الأشخاص في وضعية إعاقة

- تمثيلية كل الفئات العمرية .

- حضور هاجس النوع الاجتماعي أثناء التشكيلة حيث قاربت نسبة النساء المناصفة %48 تفعيلًا لمقتضيات الدستور الذي ينص على مبدأ المساواة بين الجنسين و القضاء على الفوارق .

- مراعاة التمثيلية السوسيو ثقافية للجهة .

- تمثيلية الهيئات التالية : التمثيلية الجهوية للقضاة و المحامون و الأطباء و العلماء و الصحافيين المهنيين

**حضرات السيدات والسادة،** مما لا مرأى فيه أن تحصين ثقافة حقوق الإنسان في مظاهرها المتعددة رهين لا محالة بتأمين الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والبيئية والفئوية خاصة فئات المسنين وذوي الاحتياجات الخاصة، من خلال تنمية مستدامة تراعى فيها مختلف الحقوق ، وبإدماج كافة مكونات المجتمع المغربي دون ترك أيّ كان على الهامش. ولا شك أن تجسيد هذا الطرح على أرض الواقع معركة طويلة النفس، ومجهود ضخم اضطلع به المغرب منذ عقود، وضحت من أجله مناضلات ومناضلون على اختلاف الانتماءات والمشارب الفكرية والسياسية . وفي هذا السياق لا بد أن نستحضر التحديات والصعاب التي واجهتها المناضلات كما جابهها المناضلون على قدم المساواة، والذين أدوا جميعاً ثمناً غالياً في زمن كان فيه الكلام والحديث عن نشر ثقافة حقوق الإنسان - بما تحفل به من مبادئ التضامن والتسامح والحريات العامة والمسؤولية - يكاد في عمومها يكون محظوراً. و في هذا الإطار دخل المغرب في مسلسل العدالة الانتقالية لطي صفحة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان و تفعيل التوصيات الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة.

ومن هذا المنطلق، فإن دورنا أفراداً وجماعات، مجتمعاً مدنياً ومؤسسات وطنية ومنظمات غير حكومية، لهُو السهرُ جميعاً على المكتسبات الحقوقية وتفعيلها وتعزيزها لتقادي الإنزلاقات و مختلف المعوقات التي يمكن أن تقف في طريق هذه المسيرة المظفرة، بهدف بناء و وضع أسس صلبة لثقافة حقوق الإنسان والقيم الإنسانية بما فيها الديمقراطية. لذا لا بد من مواصلة الجهود لتحقيق العدل والنماء والتمتع بالحقوق الكاملة وجعل كل فرد في مجتمعنا متشبعاً بثقافة حقوق الإنسان وبقيمها ومُبلّوراً لروحها على مستوى السلوكات والمعاملات.

فعلاً، هذه ليست بالمهمة اليسيرة أو السهلة، إذ يجب علينا جميعاً أن نعمل، كلٌّ من موقعه ومكانته ومنصبه، على توسيع التشعب بمبادئ حقوق الإنسان والحريات المرتبطة بالتحويلات السوسيو اقتصادية والثقافية و المجالية وتعميق الديمقراطية وترسيخ دولة الحق والقانون.

باعتباري أستاذاً باحثاً و مؤطراً لي اليقين التّام بأن منظومة التعليم والتكوين بجميع مكوناتها مدعوة لرفع هذا الرهان ومواجهة هذا التحدي للقيام بدور هام والعمل الجاد والمستدام في دعم وتقوية وتعميق الحقوق الديمقراطية المكتسبة لإحقاق الحقوق، وتجاوز موجة العنف والكرهية التي تصيب بين الأونة والأخرى الحرم الجامعي. وعليه، فإن اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان أكادير على استعداد للعمل مع الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين لجهة سوس ماسة درعة بـغية تعميم وتعزيز التجارب التي أطلقناها سوياً مثل نوادي حقوق الإنسان والمرصد الجهوي للعنف في الوسط المدرسي، إلى غير ذلك من مبادرات التعاون. وكذلك العمل جنباً إلى جنب مع جامعة ابن زهر لنجعل سوياً من مؤسساتنا التربوية والتكوينية فضاءات رحبة للتفاعل الإيجابي، واعتبار الرأي والرأي الآخر، ودعم فضائل الحوار والنزاهة واحترام الآخر والإقرار بالتنوع والاختلاف. ففي كل الأحوال يلتقي طلبتنا في الغايات والأهداف من أجل غد أفضل ومغرب رائد في تجدير ثقافة التسامح وحقوق الإنسان والنهوض بالواجب، وإن اختلفوا على مستويات المنهجية والمقاربة وأسلوب العمل.

**حضرات السيدات والسادة،** تَعْمُرُنِي بَـثَقّة كبيرة على أن اللجنة ستجد أدنا صاغية في شخص السيد رئيس جامعة ابن زهر الأستاذ عمر حلي، والسيد مدير الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين بجهة سوس ماسة درعة الأستاذ علي براد وكافة الطاقم التربوي والإداري للمؤسستين، وكذا نساء ورجال الإعلام بالجهة و مندوبيات وزارة الثقافة والشبيبة والرياضة وكافة المؤسسات المعنية بالنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها و مكونات المجتمع المدني للعمل على التكوين والتكوين المستمر في مجال حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني. هُدُنَا الأُسْمَى هو العمل



الجاد والمكثف لترسيخ حقوق الإنسان وتعميق الديمقراطية بفعل تعزيز ودعم التعاون البناء والمجدي وإقامة جسور ومعايير التشاور والتعاون التشاركي المثمر مع كل المشارب والتيارات الفكرية لحقوق الإنسان، والمواطنة الفاعلة، وكافة مكونات المجتمع المدني على المستوى المحلي والجهوي، لكي نُؤمِّن جميعا المناعة من شلل قبلي ضد كل أشكال الخروقات والتجاوزات، خدمةً للناشئة أطفالا ويافعين وترسيخًا لثقافة حقوق الإنسان والتربية على المواطنة الحقة من أجل التصدي لمد الكراهية و اللاتسامح وبعض النزعات الدخيلة، استجابة لما تقتضيه الظرفية من مُمانعة لازمة لكل أطراف المجتمع المغربي وشرائحه، حتى يتسنى لنا الإسهام في بناء مغرب ديموقراطي حدائي يسع الجميع وبدون أدنى تمييز.

**حضرات السيدات والسادة،** يطيب لي في ختام هذه الكلمة أن أتقدم بأحر التهاني والشكر إلى السيد محمد باري رئيس المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير وكافة الطاقم الإداري: السيد أنور نور الدين الريضي، السيدة رقية منبر، السيدة زهيرة بيبو، و السيدة إلهام المرموح على العمل الجبار والصعاب التي دَلَّوْها لبناء اللبَنَاتِ الأولى لما أصبح يعرف اليوم باللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان. وإن الجميع ليشهد لهم ولهن بما أسدوه من خدمات جليلة في باب حماية حقوق الإنسان وإشاعتها ثقافة وممارسة علاوة على وضع الأسس الأولى لمبادئ التعاون والتشارك خدمة و استجابة الانتظارات المواطنين و المواطنين.

و في الختام اشكر كل من لب دعوة حضور حفل تنصيب أعضاء اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة أكادير و التي اشرف على تنصيبها السيد محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ولنكثف جهودنا جميعا كمؤسسات ومجتمع مدني لبناء مغرب الغد الذي يسعنا جميعا مغرب الحداثة والديمقراطية مغرب يتمتع فيه كل المغاربة بحقوقهم كاملة.

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يشارك في لقاء دولي حول العدالة الانتقالية بليبيا

الخبر

النقاط المرشحة بموضوع اللقاء.

وأشار إلى أنه بالإضافة إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، سيشهد هذا اللقاء مشاركة ممثلين عن منظمات الأمم المتحدة المعنية والمركز الدولي للعدالة الانتقالية وجاسمين وخبراء دوليين وفاعلين حكوميين ليبيين وفعاليات من المجتمع المدني.

يذكر أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان حرص دائما على تقاسم تجربة المملكة المغربية في مجال العدالة الانتقالية مع أي جهة ترغب في الخوض في تجربة مماثلة لتسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، حيث يعمل

على عرض مقومات التجربة المغربية في هذا المجال من خلال تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة وطريقة اشتغالها والخبرة التي راكمتها ودورها في تسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب، للمساهمة في إنجاح مثل هذه التجارب. وفي هذا السياق، تقاسم المجلس الوطني لحقوق الإنسان مقومات التجربة المغربية مع هيئة الوفاق الفلسطينية التي تسعى إلى تحقيق المصالحة الفلسطينية واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بموريتانيا، وشارك على الخصوص في ورشات تفكير لإنشاء هيئة للحوار والحقيقة والمصالحة بساحل العاج وهيئة الحقيقة والمصالحة بجمهورية بوروندي ولجنة الحقيقة والعدالة والمصالحة باليونان.



يشارك المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ممثلا في السيد أمبارك بويرقة، مكلف بمهمة بالمجلس، في لقاء دولي حول العدالة الانتقالية والمصالحة بالعاصمة الليبية طرابلس، في الفترة ما بين 23 و25 يناير الجاري وذكر بلاغ للمجلس، اليوم الاثنين، أن هذا اللقاء يتوخى التعريف بمبادئ العدالة الانتقالية والياتها ومقارباتها، والمساهمة في ضمان سبل نجاح تجربة العدالة الانتقالية بليبيا.

من خلال تقوية قدرات الفاعلين الليبيين المعنيين، خاصة على مستوى (لجان الحقيقة وبرامج جبر الأضرار والعدالة الجنائية والإصلاحات المؤسساتية) كما يروم اللقاء، يضيف البلاغ، تسليط الضوء على بعض التجارب الدولية والممارسات الفضلى في هذا المجال، وتوفير سبل المساهمة في وضع إستراتيجية وطنية لتطبيق اليات العدالة الانتقالية في السياق الليبي، وإعداد الفاعلين الرسميين وفاعلي المجتمع المدني للاضطلاع بأدوارهم في إنجاح التجربة الليبية في مجال العدالة الانتقالية. وأوضح أن برنامج هذا اللقاء يتضمن سبعة محاور أساسية تهم مفهوم العدالة الانتقالية واهدائها والياتها، بالإضافة إلى سبل كشف الحقيقة وعمل لجان الحقيقة واستراتيجيات العدالة الجنائية والمصالحة وغيرها من

نجاح تجربة العدالة الانتقالية بلديبا، من خلال تقوية قدرات الفاعلين الليبيين المعنيين وتسليط الضوء على بعض التجارب الدولية والممارسات الفضلى في المجال، فضلا عن توفير سبل المساهمة في وضع استراتيجيات وطنية لتطبيق آليات العدالة الانتقالية في السياق الليبي، وإعداد الفاعلين الرسميين وفاعلي المجتمع المدني لأضطلاع بانوارهم في إنجاح التجربة الليبية في مجال العدالة الانتقالية

«المغربية» - يشارك المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ممثلا في شخص امبارك بويرقة، مكلف بمهمة بالمجلس في لقاء دولي حول العدالة الانتقالية والمصالحة بالعاصمة الليبية طرابلس، بين 23 و25 يناير الجاري. وحسب بلاغ للمجلس، توصلت «المغربية» بنسخة منه يهدف هذا اللقاء إلى التعريف بمبادئ العدالة الانتقالية وآلياتها ومقارباتها، والمساهمة في ضمان سبل

## مجلس حقوق الإنسان يشارك في لقاء دولي حول العدالة الانتقالية بلديبا

تسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب للمساهمة في إنجاح مثل هذه التجارب. وأشار البلاغ إلى أن المجلس تقاسم مقومات التجربة المغربية مع هيئة الوفاق الفلسطينية، التي تسعى إلى تحقيق المصالحة الفلسطينية، ومع اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بموريتانيا، كما شارك في ورشات تفكير لإنشاء هيئة للحوار والحقيقة والمصالحة في بعض البلدان الإفريقية.

وفاعليات من المجتمع المدني. ونكر البلاغ أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان حرص دائما على تقاسم تجربة المملكة المغربية في مجال العدالة الانتقالية مع أي جهة ترغب في الخوض في تجربة مماثلة، لتسوية ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، إذ يعمل على عرض مقومات التجربة المغربية في هذا المجال، من خلال تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة، وطريقة اشتغالها والخبرة التي راكمتها، وبورها في

ويتضمن برنامج هذا اللقاء سبعة محاور، تخص مفهوم العدالة الانتقالية وأهدافها وآلياتها، بالإضافة إلى سبل كشف الحقيقة، وعمل لجان الحقيقة، واستراتيجيات العدالة الجنائية والمصالحة. وسيعرف هذا اللقاء، بالإضافة إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، مشاركة ممثلين عن منظمات الأمم المتحدة المعنية، والمركز الدولي للعدالة الانتقالية، وجامعيين وخبراء دوليين وفاعلين حكوميين ليبيين

## قالت إنه يتضمن اختلالات منهجية خطيرة ولم يعبر عن وعود أحزاب الحكومة حركة «اليقظة المواطنة» تهاجم البرنامج الحكومي

وبخصوص تعدد مكونات وروافد الهوية الوطنية كما جاءت في الدستور الجديد، فإن حركة اليقظة المواطنة سجلت على أن الحكومة الجديدة في برنامجها، لم تقم بصياغة توجهات السياسات العمومية الثقافية بشكل يحدد الإجراءات والتدابير التي سيتم اتخاذها لدعم وإبراز هذا التعدد، ويصنف هذا بشكل خاص على الروافد الإفريقية، الأندلسية والعبرية والمتوسطة باستثناء إشارة عامة إلى «استثمار تنوع مكونات وروافد الثقافة المغربية وتعددها وغناها» في الصفحة 14 من البرنامج الحكومي، كما أن هذا البرنامج في المجال الإعلامي أيضا، لا يستثمر خلاصات وتوصيات الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع ولا يشتر إليها.

إلى جانب هذه الملاحظات السابقة، توقفت الحركة على أن البرنامج الحكومي لم يستجيب للعديد من الوعود التي تضمنتها برامج الأحزاب المشكلة للحكومة، كما لم يتضمن أرقاما في العديد من القطاعات، وهي حسب الوثيقة، التجارة والتكنولوجيا والزراعة الوطنية والطاقة والثقافة والإعلام والقطاع الإداري والوظيفة العمومية والسياسة الخارجية وشؤون المهاجرين والأسرة والمرأة والشباب، دون إغفال أنه فيما يتعلق بـ «ربط المسؤولية بالمحاسبة» (الباب الثاني)، لم يحصل التصريح في الآليات العملية الكفيلة بتفعيل هذا المبدأ اللهم، تشدد الوثيقة، بإشارة التصريح بشكل عام إلى «تقوية مؤسسات الرقابة والمحاسبة وتكريس استقلالها وتفعيل توصيات تقاريرها...»

أما بخصوص الوعود التي تقدمها الحكومة لمحاربة البطالة، فإن «اليقظة المواطنة» ومن خلال تصريح المشروع الحكومي بتخفيض البطالة إلى 8% في أفق 2016، بناء على نسبة النمو المصرح بها (5.5%) تؤكد أنه لا يمكنها -حتى في حالة بلوغها- تحقيق هذا الهدف حسب الخبراء الاقتصاديين، مبرزة أن المشرفين على صياغة التصريح الحكومي، أغفلوا الزاوية الاقتصادية العالمي والجهوي الذي يأتي في سياقته برنامج الحكومة، ولم يستحضروا أسئلة الانعكاسات والتوقعات المحتملة المرتبطة بهذا الوضع. إذ، حسب الحركة، لا يمكن أن تتصور برنامجا حكوميا معزولا عن محيطه الاقتصادي، خصوصا وأن علاقة المغرب بالاتحاد الأوربي على وجه الخصوص تفرض استحضار هذه الأبعاد.

### مصطفى لطفى

وجهت حركة «اليقظة المواطنة» انتقادات لاذعة للبرنامج الحكومي الذي عرضه عبد الإله بنكيران رئيس الحكومة الجديدة على البرلمان، على أساس أنه يشهد اختلالات منهجية خطيرة، تتعلق بغياب الاعتبار الأفقي لمقاربة النوع الاجتماعي، بشكل يسجل تراجعاً حتى عما تم تحقيقه في ظل الولاية الحكومية السابقة، مؤكدة في الوقت نفسه، على أن البرنامج الحكومي لم يستجيب للعديد من الوعود التي تضمنتها برامج الأحزاب المشكلة للحكومة. وأشارت الحركة، في وثيقة لها، إلى أن البرنامج الحكومي من جهة، لا يشير في الفصل المخصص لتعزيز الحكامة الاقتصادية والمالية في أي من فقراته إلى حصر ومال برنامج الميزانية المتبينة على النوع الاجتماعي وإفاق استكمال على مستوى القطاعات الحكومية التي لم تعمل به بعد، أو نقله على المستوى الترابي، ويكرس من جهة أخرى، الطابع القطاعي لواقع المرأة والطفل في الصفحات 80 إلى 82 وتحت بند معنون به العناية بالأسرة والمرأة والطفولة، في نوع من تكريس الصورة النمطية للدور الاجتماعي للنساء.

كما سجلت «اليقظة المواطنة» أن البرنامج الحكومي يعرف اختلالات منهجية خطيرة تتعلق بغياب الاعتبار الأفقي للمقاربة المركزة على حقوق الإنسان في مختلف التدابير والإجراءات المقترحة في البرنامج الحكومي، وعلى سبيل المثال، توضع الحركة، يكتفي المقارنة بين المحاور الستة لرجعية الميثاق الاجتماعي الواردة في الإحالة الذاتية رقم 1 للمجلس الاقتصادي والاجتماعي، والمبينة على أساس فكرة الولوج إلى الحقوق من جهة، وبين ضعف الفقرات الواردة في المحور الرابع من البرنامج الحكومي، بالإضافة إلى عدم استثمار البرنامج لمختلف الوثائق البرنامجية الهامة التي أنتجتها المؤسسات الدستورية الوطنية كالمجلس الاقتصادي والاجتماعي، وكذا الهيئات الدستورية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، كما أنه لا يحيل على وثائق أساسية كالخطة الوطنية لحقوق الإنسان والأرضية المواطنة للنهوض بحقوق الإنسان

## المغرب/حقوق الإنسان/ندوة

الحفاظ على الذاكرة ركيزة أساسية لكل بلد حديث وديمقراطي يتطلع إلى قراءة وإعادة قراءة ماضيه بتأن وهدوء (السيد اليزمي)

ورزازات 21 يناير /ومع/ أكد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان السيد إدريس اليزمي، اليوم السبت بورزازات، أن الحفاظ على الذاكرة، باعتباره أحد حقوق الإنسان، يشكل الركيزة الأساسية لكل بلد حديث وديمقراطي يتطلع إلى قراءة وإعادة قراءة ماضيه بتأن وهدوء، ليعيش حاضره والإعداد لمستقبله بكل طمأنينة.

وأشار السيد اليزمي، في افتتاح أشغال ندوة علمية تحتضنها ورزازات يومي 21 و22 يناير الجاري حول موضوع "واحات درعة وتافياللت: الثقافة والتاريخ والتنمية، أية استراتيجية جهوية مندمجة"، إلى أن المغرب انخرط بالفعل في هذه الديناميكية، عبر إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة التي تمت دسترة تفعيل توصياتها، مشددا على ضرورة بذل كافة مكونات المجتمع المغربي كل الجهود "كي يتسنى حفظ ذاكرتنا بشكل إيجابي".

وأوضح أن هذه الندوة تندرج في إطار سلسلة الندوات العلمية التي ينظمها المجلس للتفكير والنقاش حول رؤية لإحداث متاحف جهوية ومتحف وطني للتاريخ، تستجيب للمعايير الدولية وتتفاعل مع السياقات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمناطق التي سٌحدث فيها.

وذكر رئيس المجلس، في هذا الصدد، باللقاءين اللذين سبق للمجلس أن نظمهما في كل من مدينتي الحسيمة (يوليوز 2011)، والداخلة (دجنبر 2011).

وأشار إلى أن ندوة ورزازات، التي يساهم فيها أزيد من 40 باحثا من المغرب والخارج وممثلون عن الجماعات المحلية والمجتمع المدني والشركاء الاقتصاديين، تروم تحديد المعالم التاريخية لمتحف الواحات.

كما دعا السيد اليزمي المشاركين في اللقاء إلى التفكير واقتراح مسار أمثل يمكن اعتماده لإحداث متحف للواحات يعكس فعلا التاريخ والتراث المادي واللامادي لجهة درعة تافياللت ويقدم صورة مشرقة عن حاضر الجهة ومستقبلها.

وذكر رئيس المجلس، من جهة أخرى، بأن تنظيم ندوة ورزازات يأتي في إطار برنامج مواكبة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في مجال الأرشيف والتاريخ والذاكرة.

ويتوخى البرنامج، الذي يحظى بدعم الاتحاد الأوروبي، عموما المساهمة في تعزيز مسار إرساء الديمقراطية وحقوق الإنسان، مرتكزا في ذلك على تنفيذ أنشطة دقيقة تهم حفظ الأرشيف، وتشجيع البحث في تاريخ الزمن الراهن، وحفظ الذاكرة.

وخلص السيد اليزمي إلى أن هذه الندوة تروم بلوغ مجموعة من الأهداف الأساسية المتمثلة في "إعادة قراءة وكتابة تاريخ الواحات"، و"جرد المقومات التراثية والثقافية للواحات"، و"تشخيص سبل الحفاظ وتثمين الثقافات وتراث الواحات في إطار تنمية مندمجة"، و"وضع اللبانات الأولى للتوجهات الأساسية لمتحف الواحات"، الكفيل بحمل صورة دالة وقوية عن هذه المناطق، فضلا عن "خلق ديناميكية مجالية ذات انعكاسات اقتصادية واجتماعية وثقافية".

ولتحقيق هذه الأهداف، اعتمد المجلس الوطني لحقوق الإنسان على مجموعة من الخبراء والمتخصصين في مجال التاريخ والأرشيف والتراث المادي واللامادي والأنثروبولوجيا والجغرافيا وعلم الاجتماع والمعمار، إلى جانب فاعلين عموميين وخواص، مع إشراك المجتمع المدني



## **MAROC-DROITSHOMME-RÉGIONS**

### **La préservation de la mémoire, "un élément indispensable" pour "relire son passé en tout apaisement" (El Yazami)**

Ouarzazate, 21 jan (MAP)- La préservation de la mémoire, qui fait partie aujourd'hui des droits humains, constitue "un élément indispensable pour tout pays moderne et démocratique qui veut lire ou relire son passé en tout apaisement pour mieux vivre son présent et préparer son avenir en toute quiétude", a souligné le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Driss El Yazami, samedi à Ouarzazate.

Le Maroc s'est inscrit dans cette logique, notamment à travers la création de l'IER dont la mise en Œuvre des recommandations est aujourd'hui constitutionnalisée, a dit M. El Yazami, à l'ouverture du colloque "Les oasis du Draa et du Tafilalet: culture, histoire et développement, quelle stratégie régionale intégrée?".

Il appartient, a-t-il ajouté, à toutes les composantes de la société marocaine "de consentir tous les efforts nécessaires pour que la préservation de notre mémoire, qui fait partie de ces recommandations, se concrétise de la manière la plus positive".

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de colloques scientifiques programmés par le CNDH pour réfléchir et débattre d'une vision des musées régionaux et d'un musée national d'histoire qui répondent aux standards internationaux tout en s'inscrivant dans les contextes socioéconomiques et culturels des sites de leur implantation, a-t-il poursuivi.

Le colloque d'Ouarzazate, qui se tient sur deux jours, rassemble plus de 40 chercheurs marocains et étrangers, des représentants des collectivités locales, de la société civile et des partenaires économiques.

Dans le domaine des archives, à la suite de la publication en 2006 des recommandations de l'IER, une loi moderne sur les archives a été adoptée par le Parlement en 2007 et l'institution Archives du Maroc a été officiellement installée en 2011.

Alors que la première étape de la mise en Œuvre des recommandations de l'IER a consisté en la réparation individuelle et collective et la réhabilitation des victimes des violations passées des droits humains, la deuxième est focalisée sur des activités bien précises autour de la préservation des archives, l'encouragement de la recherche sur l'histoire du temps présent et la préservation de la mémoire.

Le Programme IER 2 appuie, donc, l'opérationnalisation de l'institution Archives du Maroc. Cet appui concerne l'aménagement du siège (provisoire), un premier inventaire des archives publiques et privées marocaines ainsi que des activités de renforcement des capacités et de formation des ressources humaines spécialisées. D'un autre côté, un appui est apporté à l'organisation des archives du CNDH et celles de l'IER.

Le Programme, au financement duquel contribue l'Union européenne, comprend aussi des activités spécifiques à la préservation de la mémoire dont essentiellement l'accompagnement de la création des musées du Rif et celui des oasis.(MAP).

## ندوة في ورزازات تدعو إلى إعادة قراءة وكتابة تاريخ الواحات

في افتتاح أشغال ندوة علمية احتضنتها ورزازات، يومي 21 و22 يناير الجاري، حول موضوع «واحات درعة وتافيلالت: الثقافة والتاريخ والتنمية، أي إستراتيجية جهوية مندمجة في ورزازات؟»، ذكر رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إدريس اليزمي، أن الحفاظ على الذاكرة، باعتباره أحد حقوق الإنسان، يشكل الركيزة الأساسية لكل بلد حديث وديمقراطي يتطلع إلى قراءة وإعادة قراءته ماضيه بنأى وهدوء، ليعيش حاضره ويُعدّ لمستقبله بكل طمأنينة. وأضاف اليزمي أن هذه الندوة تندرج في إطار سلسلة الندوات العلمية التي ينظمها المجلس للتفكير والنقاش حول رؤية لإحداث متاحف جهوية ومتحف وطني للتاريخ، تستجيب للمعايير الدولية وتتفاعل مع السياقات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمناطق التي ستحدث فيها.

كما دعا اليزمي، في اللقاء ذاته، إلى التفكير واقتراح مسار أمثل يمكن اعتماده لإحداث متاحف للواحات يعكس فعلا التاريخ والتراث المادي واللامادي لجهة درعة-تافيلالت ويقدم صورة مشرقة عن حاضر الجهة ومستقبلها. وأشار اليزمي إلى أن ندوة ورزازات تضع نصب عينيها مجموعة من الأهداف الأساسية، المتمثلة في «إعادة قراءة وكتابة تاريخ الواحات» و«جرد المقومات التراثية والثقافية للواحات» و«تشخيص سبل الحفاظ وتثمين الثقافات وتراث الواحات في إطار تنمية مندمجة».

## مواطن مغربي يشتكي تماطل الأجهزة الأمنية والقضائية بالناظور عن إنصافه ضد شخص نافذ

نشر بواسطة Admin | على الساعة 02:41 | 2012/01/25

توصل موقع أريفيانو بشكاية من المدعو عبد الفتاح الهندي، مواطن مغربي منحدر من مدينة مراكش ويعيش بحي ترقاع، مهنته زلايجي، مفادها أنه اشتغل في بيت المدعو يوسف المتواجد بحي المطار والذي يغطي مساحة 300 متر مربع ويتوفر على أربعة طوابق، وقام بتزليج جدرانه وأرضيات طوابقه، لكن بعد مدة قام صاحب المنزل بإيقافه عن إتمام العمل دون مده بأجرة العمل الذي قام أنجزه، كما حرمه من أخذ أدوات عمله مهددا إياه بقطع رجليه إن هو اقترب من المنزل. ويذكر المشتكي أن القضاء لم ينصفه، وأن كل ممثلي مراحل القضاء من الشرطة القضائية إلى نيابة وكيل الملك تلاعبوا بقضيته، بل إن مؤسسات قضائية عليا بالرباط لم تعر أهمية لملفه لأن المشتكى منه ذو مال ونفوذ. بالإضافة إلى كون رجال قضاء قاموا بالاستهزاء منه وبسبه وبالتعامل مع المشتكى منه بسلاسة والضحك، كما وصل الأمر إلى أن قام أخ المشتكى منه بالارتداء عليه وخنقه داخل المحكمة الابتدائية وعلى مرأى من العاملين بها دون أن يتدخل أحدهم إلى أن تدخل رجال القوات المساعدة لفكه من بين يديه. وقد أرسل بشكايات متعددة إلى السيد وزير العدل، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الرئيس الأول لدى المجلس الأعلى، السيد عامل صاحب الجلالة على إقليم الناظور، بعد أن لم تؤت شكايته لدى وكيل الملك لدى ابتدائية الناظور أكلها. نترك الزائر مع تصريح المشتكى أسفله للمزيد من تفاصيل قضيته

## نقابة الصحفيين تندد ب"تغييبها" من الهيكلية الحقوقية الجهوية

التجديد

التجديد : 2012 – 01 – 24

نددت نقابة الصحفيين المغاربة بأسمته "التغييب المتعمد" لوجود هذا الإطار النقابي المهني، خلال تنصيب اللجان الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، وذكرت النقابة أنه تم إقصائها من هذه اللجان التي تتألف طبقا لمقتضيات المادة 17 من النظام الداخلي للمجلس، من رئيس ومندوب جهوي لمؤسسة الوسيط وأعضاء يمثلون الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين المهنيين. ودعت المجلس الوطني لحقوق الإنسان لتحمل مسؤولياته قصد "تصحيح وضع معوج مغل بحقوق الإنسان نفسها" يقول بيان النقابة.

هذا وكانت عدد من الهيئات الأخرى قد سجلت استياءها من تشكيلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان وكذا اللجان الجهوية لهذا المجلس والتي اعتبرتها لا تعكس تنوعا في التمثيلية.

المصدر: [هنا](#)

## نقابة تستنكر طريقة اقتراح أسماء ممثلة للصحافيين في اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالشمال



الأربعاء، 25 يناير 2012 02:34

اعترض فرع طنجة- تطوان للنقابة الديمقراطية للإعلام السمعي البصري بالمغرب المنضوية تحت لواء الفدرالية الديمقراطية للشغل بشدة على الطريقة التي تم من خلالها اقتراح ممثلي الصحافيين المهنيين بالجهة، في إطار هيكله المجلس الوطني لحقوق الإنسان، واستنكر في بيان الذي حمل توقيع كاتب عام فرعه رشيد بروحو تجاهل التواجد الفعلي والقانوني للنقابة وباقي النقابات الأخرى التي اختار الصحافيون والصحافيات الانضمام لها. وفي ما يلي نص البيان:

كما هو معلوم، وتطبيقا لأحكام المادة 41 من الظهير الشريف رقم 1.11.19 المتعلق بهيكله المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وحسب المادة 17 من النظام الداخلي، شرع المجلس في تنصيب اللجان الجهوية بعدد من المدن المغربية والتي تتألف من رئيس ومندوب جهوي لمؤسسة الوسيط وأعضاء يمثلون الهيئات والنقابات الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين المهنيين، وحسب علمنا فقد تم اقتراح أسماء ممثلة للصحافيين المهنيين بجهة طنجة تطوان في اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، دون استشارة كافة الهيئات والتمثليات المرخص لها قانونيا للقيام بهذا الدور، كما أن الزملاء اللذين تم اقتراحهم لا يمثلون إلا نقابة واحدة دون غيرها، رغم أن هذه الأخيرة لم تعد تمثل إلا القليل من الصحافيين في ظل وجود نقابات أخرى ذات تمثيلية أقوى وفي مختلف المنابر الإعلامية وخاصة في الإعلام السمعي البصري.

وعليه فإن فرع طنجة- تطوان للنقابة الديمقراطية للإعلام السمعي البصري بالمغرب المنضوية تحت لواء الفدرالية الديمقراطية للشغل:

- يعترض على الطريقة التي تم من خلالها اقتراح ممثلي الصحافيين المهنيين بالجهة، ويستنكر بشدة تجاهل التواجد الفعلي والقانوني لنقابتنا وباقي النقابات الأخرى التي اختار الصحافيون والصحافيات الانضمام لها.

- يطلب و بإلحاح من السيد رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان التدخل الفوري لتصحيح هذه الوضعية، وإرجاع الأمور إلى نصابها، وتكريس الشفافية والحياد وفقا للقانون والمبادئ العالمية لحقوق الإنسان.

- يحتفظ بحقه في خوض سلسلة من الاحتجاجات إذا ما تم الاستمرار في تجاهل نقابتنا وهضم حقه الدستوري في تمثيل منخرطيها، كما سيتم اتخاذ جميع الإجراءات الأخرى التي يخولها القانون.



## مهنيو الإذاعة والتلفزة بطنجة غاضبون من المجلس الوطني لحقوق الإنسان

أضف المقال إلى :

يناير 2012 الساعة 09 : 15 أضيف في 24

24

طنجة

سجل مهنيو الإذاعة والتلفزة المنضون تحت لواء فرع جهة طنجة تطوان للنقابة الديمقراطية للإعلام السمعي البصري بالمغرب، اعتراضهم على إقصاء هيئتهم من تمثيلية اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان المنتظر تنصيبها خلال الأيام القادمة.

واعتبرت النقابة التابعة للفيدرالية الديمقراطية للشغل ضمن بلاغ استنكاري توصلت به "طنجة 24"، أن اقتراح أسماء ممثلة للصحافيين المهنيين بجهة طنجة تطوان في اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، دون استشارة كافة الهيئات والتمثليات المرخص لها قانونيا للقيام بهذا الدور، فيما تم اقتراح أسماء لا تمثل إلا نقابة واحدة، بالرغم من أن هذه الأخيرة لا تمثل إلا عددا قليلا من الصحافيين بالجهة، حسب ما جاء في ذات الوثيقة.

واستنكر نفس البلاغ ما وصفه بتجاهل التواجد الفعلي والقانوني لهذه النقابة وباقي النقابات الأخرى التي اختار الصحافيون والصحافيات الانضمام لها. وطالب رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالتدخل الفوري لتصحيح هذه الوضعية، وإرجاع الأمور إلى نصابها، وتكريس الشفافية والحياد وفقا للقانون والمبادئ العالمية لحقوق الإنسان.

يذكر أن الفرع الجهوي للنقابة الديمقراطية للإعلام السمعي البصري بالمغرب، هو ثاني هيئة ممثلة للصحافيين بجهة طنجة يعبر عن احتجاجه لتغييبه من تمثيلية المجلس الجهوي لحقوق الإنسان المرتقب. حيث سبق أن أبدت نقابة الصحافيين المغاربة بجهة طنجة تطوان تدمرها الشديد من الاقتصار على استشارة نقابة واحدة لا تمثل إلا عددا قليلا من المشتغلين بالحقل الإعلامي بجهة طنجة تطوان.